

questions  
de communication

## Questions de communication

26 | 2014

La pornographie et ses discours

---

# Le plagiat universitaire, seulement une question d'éthique ?

*Academic Plagiarism: Only an Issue of Ethics?*

**Brigitte Simonnot**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9304>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9304

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 219-233

ISBN : 978-2-8143-0233-4

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Brigitte Simonnot, « Le plagiat universitaire, seulement une question d'éthique ? », *Questions de communication* [En ligne], 26 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9304> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9304

---

Tous droits réservés

BRIGITTE SIMONNOT

Centre de recherche sur les médiations

Université de Lorraine

F-54000

brigitte.simonnot@univ-lorraine.fr

## LE PLAGIAT UNIVERSITAIRE, SEULEMENT UNE QUESTION D'ÉTHIQUE ?

**Résumé.** — Le plagiat universitaire est largement décrié, qu'il soit le fait d'étudiants ou d'enseignants-chercheurs. En France, peu d'études consistantes ont été consacrées à ce phénomène qui interroge les conditions de formation à l'université. La lutte contre le plagiat invoque le fait de préserver la valeur des diplômes pour les étudiants ou celle des connaissances produites par la recherche. Parfois, elle se traduit en règlements de compte et attaques personnelles. Les mesures prises par les institutions restent encore très restreintes. L'abonnement à des logiciels anti-plagiat participe surtout des stratégies de communication des institutions qui en espèrent un effet dissuasif. Une telle mesure ne peut tenir lieu de seule politique. Mettre en place des comités d'éthique, repenser les formations et soutenir les publications en libre accès sont probablement des mesures plus profondes pour développer des pratiques éthiques dans l'enseignement supérieur et la recherche.

**Mots clés.** — Plagiat, enseignement supérieur, recherche, logiciel anti-plagiat, formation.

Tout universitaire ayant quelques années d'expérience a déjà été confronté à des cas de plagiat étudiant. En 2005, un collègue et moi avons reçu pour un entretien une étudiante dont le mémoire de master – qu'il avait dirigé et dont je devais être examinatrice – n'était qu'une compilation d'écrits non référencés qu'elle avait tirés du web. Le plagiat était suffisamment grossier pour être détecté par une simple lecture et ce fut l'occasion de former ce collègue à l'usage des moteurs de recherche sur l'internet. Dans l'échange au cours duquel nous avons signifié à l'étudiante que cette pratique n'était pas conforme aux attendus d'un travail universitaire, elle s'est vivement défendue en argumentant qu'elle n'avait fait que reproduire ce que font les enseignants dans leurs cours. Devant la véhémence de l'étudiante, mon collègue a décidé de porter l'affaire devant le service juridique de l'université. Quelques temps plus tard, il a constaté avec colère le peu d'assistance qui lui était apporté dans cette affaire. En effet, il revenait à cet enseignant-chercheur de constituer un dossier volumineux pour apporter la preuve du plagiat : non seulement fournir un exemplaire du mémoire et des sources copiées que nous avions retrouvées, mais aussi prouver que l'intention de frauder était délibérée<sup>1</sup>. Par la suite, d'autres cas similaires me sont remontés – y compris de collègues d'autres disciplines. À chaque fois, ces collègues se plaignaient de la lourdeur des procédures, du peu d'assistance qu'ils recevaient de la part de l'université et des contraintes bloquantes qu'ils rencontraient. Par exemple, dans le cas où le nombre de plagiat dans une même année d'étude était important, la tenue des jurys de fin d'année pouvait être compromise avant que les dossiers ne soient traités, ce qui pénalisait les étudiants non fraudeurs.

Près de dix ans plus tard, l'action contre le plagiat universitaire semble progresser lentement, alors que le phénomène revient régulièrement sur le devant de l'actualité, qu'il s'agisse de pointer du doigt des pratiques étudiantes ou de chercheurs. Nombreux sont les scientifiques qui écrivent sur le phénomène du plagiat et des colloques y sont consacrés, y compris dans l'espace francophone<sup>2</sup>. Le sujet prend parfois un tour politique : début septembre 2014, un député interpellait la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur les moyens de lutte contre le plagiat et proposait la généralisation des formations dans les départements de recherche et du recours aux logiciels anti-plagiat dans les universités<sup>3</sup>. Ce n'est pas la première fois qu'une question de ce type est posée au gouvernement. Il est certain que les cas de plagiat, lorsqu'ils sont publicisés, contribuent à jeter le discrédit sur les universités, les grandes écoles et les laboratoires de recherche. Néanmoins, croire que les mesures proposées comme le recours généralisé aux logiciels de détection suffisent à enrayer ce que certains qualifient d'épidémie, c'est confondre thermomètre et remèdes.

<sup>1</sup> Au sein du département dans lequel j'exerçais, cet épisode a été le début d'une réflexion sur les moyens d'action pour lutter contre le phénomène du plagiat, réflexion qui a abouti à des mesures concrètes. Parmi celles-ci, citons : aborder de manière explicite le plagiat dans les formations, former davantage les étudiants à la documentation scientifique et au respect de ses règles, la mise en place d'une déclaration sur l'honneur que tout étudiant devait joindre aux travaux rendus et l'abonnement à un logiciel anti-plagiat.

<sup>2</sup> Voir à 20 ans de distance, par exemple, C. Vandendorpe (1992) et G. J. Guglielmi et G. Koubi (2012).

<sup>3</sup> Assemblée nationale, question écrite n° 63503 publiée au *Journal Officiel* (02/09/14, p. 7284).

## Plagiat universitaire : de quoi est-il question ?

L'expression « plagiat universitaire »<sup>4</sup> est choisie ici pour désigner le plagiat étudiant et le plagiat dans la recherche scientifique. Elle permet aussi d'englober dans la réflexion les pratiques des enseignants dans leurs formations. En écho à la remarque de l'étudiante plagiaire citée dans l'introduction, je ne souhaite pas disjoindre ces problématiques.

### Qu'est-ce que le plagiat ?

Le *Larousse* définit le plagiat comme « l'acte de quelqu'un qui, dans le domaine artistique ou littéraire, donne pour sien ce qu'il a pris à l'œuvre d'un autre » ou « ce qui est emprunté, copié, démarqué ». Le sens du mot « plagiat » est lié au fait de voler ou spolier quelqu'un. L'étymologie du terme a déjà été maintes fois soulignée, mais ne manque pas d'intérêt pour comprendre le fond de la notion. Selon le portail lexical du Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL)<sup>5</sup>, le mot « plagiaire » est attesté en français depuis 1694. En grec, le terme *πλάγιος* évoque le recours à des moyens obliques, équivoques et fourbes. Le dictionnaire *Gaffiot* propose comme traduction du terme « *plagiarius* », plagiaire, « celui qui vole les esclaves d'autrui, [ou] qui achète ou qui vend comme esclave une personne libre » ; en parlant d'un auteur, le terme apparaît dans les écrits du poète Martial au premier siècle. L'idée principale attachée à cette étymologie est donc le détournement d'une force de travail, voire le fait de réduire en esclavage une personne libre. Elle renvoie à l'organisation des sociétés moyen-orientales au v<sup>e</sup> siècle avant notre ère et celle de la société romaine des premiers siècles où les esclaves étaient tatoués au nom de leur propriétaire (Renaut, 2011). Condamnés à des travaux pénibles, les forçats étaient également tatoués pour rendre plus difficile le fait d'aliéner leur force de travail par des propriétaires privés.

De nos jours, le plagiat est souvent compris comme une infraction au droit de propriété intellectuelle, initié en Europe au xv<sup>e</sup> siècle et inscrit dans la loi française à la Révolution, le 19 juillet 1793, pour protéger les créateurs. Si la contrefaçon est définie uniquement quant à des œuvres publiées (ou des objets produits), il n'est pas nécessaire que l'œuvre originale<sup>6</sup> ait été publiée pour qu'il y ait plagiat : le *Code de propriété intellectuelle*<sup>7</sup> précise que les droits du même nom sont attachés au créateur et concepteur de l'œuvre, y compris en cas de réalisation inachevée.

<sup>4</sup> La qualificatif « universitaire » est choisi par commodité mais il ne s'agit pas seulement des universités : il englobe plus largement les institutions d'enseignement supérieur et de recherche.

<sup>5</sup> Accès : <http://www.cnrtl.fr/definition/plagiaire>. Consulté le 03/10/14.

<sup>6</sup> Je ne reviendrai pas ici sur la notion d'original et sa connotation esthétique qui a déjà été discutée, par exemple par C. Vandendorpe (1992).

<sup>7</sup> « L'œuvre est réputée créée, indépendamment de toute divulgation publique, du seul fait de la réalisation, même inachevée, de la conception de l'auteur » (article L111-2 du *Code de la propriété intellectuelle*).

Par conséquent, le plagiat désigne les pratiques consistant à utiliser des travaux ou les idées d'autres personnes sans leur accorder le crédit qui leur revient. Le pluriel pour « pratiques » est employé ici de manière délibérée car le phénomène en recouvre une diversité. Cela concerne les copiés-collés de portions de textes, de textes entiers ou d'images, sans que la source de l'emprunt ne soit mentionnée et l'extrait repris placé entre guillemets. Cela concerne aussi la paraphrase, c'est-à-dire le fait de reprendre les idées d'un autre, souvent en les délayant, sans y ajouter sa réflexion personnelle, ce qu'ignorent encore beaucoup d'étudiants (Simonnot, 2012 : 176). On pense spontanément que la première victime du plagiat est l'auteur plagié. Mais omettre ses sources, c'est aussi spolier le lecteur (Bergdàa, 2014) en l'empêchant d'y retourner : toute citation isole un extrait d'un ensemble et le respect de la citation donne au lecteur le droit de retrouver cet ensemble pour en avoir une vision complète et contextualisée.

## Le plagiat étudiant

Nous commençons à disposer d'un nombre important de travaux de recherche sur le plagiat<sup>8</sup>. En faire un état précis dépasse le cadre de cet article. Concernant le plagiat étudiant, les articles publiés dans des revues internationales s'intéressent principalement aux causes du plagiat étudiant, à son ampleur – mesurée différemment d'une étude à l'autre, avec des chiffres parfois élevés –, aux prédispositions des individus et aux dispositions susceptibles d'y remédier. Force est de constater qu'en France, les travaux sur cette question restent encore rares. Parmi ceux-ci, une enquête par questionnaire en ligne conduite auprès des étudiants d'une université pluridisciplinaire française retient l'attention. Leurs auteurs, Pascal Guibert et Christophe Michaut (2011), enseignants-chercheurs en sciences de l'éducation, montrent que ces pratiques, au moins épisodiques, sont loin d'être négligeables. Parmi les pratiques étudiantes décrites, le fait de « recopier un texte ou une partie d'un texte pour le présenter comme un travail personnel » est la plus répandue : plus d'un tiers des étudiants répondants déclarent l'avoir déjà fait (dont un peu plus de 7 % déclarent le faire assez souvent). Reproduire le travail d'un autre étudiant sans y faire référence est mentionné par environ 16 % des étudiants quand demander à une autre personne de faire le travail reste une pratique marginale (4,4 %) néanmoins réelle. À la suite d'une analyse multivariée des résultats de leur enquête, les auteurs trouvent une corrélation significative entre les pratiques de plagiat et les disciplines de formation : davantage de plagiat dans les disciplines économiques, scientifiques et technologiques, moins dans les disciplines littéraires

<sup>8</sup> Une recherche dans Web of Science (Thomson Reuter) retourne 2 136 articles. Une recherche dans la base de données de l'éditeur Wiley (effectuée le 19/09/14) indique 3 767 articles pour le mot « *plagiarism* », les revues où ces articles sont publiés relevant des sciences de l'information, de la psychologie, des sciences de l'éducation, mais aussi des sciences économiques, des sciences de gestion, de la médecine... De très nombreux ouvrages traitent également du phénomène sous des points de vue disciplinaires divers.

ou en sciences humaines et sociales (SHS). Ils avancent l'hypothèse selon laquelle, dans ces dernières, « leur socialisation scolaire puis universitaire les a sensibilisés à l'originalité et la créativité des œuvres littéraires » (*ibid* : 157). Comme toute pratique, le plagiat nécessite un apprentissage qui, comme l'avance cette étude, se fait bien avant l'entrée à l'université. Parmi les plagiaires, six répondants sur dix déclarent avoir commencé des pratiques de ce type durant leur cursus scolaire au collège et au lycée. Le problème ne commence donc pas à l'université.

Si on se réfère au *Code de la propriété intellectuelle*, copier le travail d'un autre étudiant est un des aspects du plagiat. Reprendre le contenu de documents internes d'un organisme dans un rapport de stage sans les citer en est une autre situation, pourtant davantage tolérée par les enseignants. Certains argumentent que l'étudiant ne peut pas inventer la description de l'organisme qui l'accueille en stage. C'est oublier que, dans un rapport de stage, on attend aussi de l'étudiant qu'il soit capable de prendre du recul vis-à-vis des descriptions autoproduites par l'organisme qui l'accueille. En effet, citer ses sources est le premier pas pour les mettre à distance.

Dans la plupart des études qui s'intéressent aux raisons invoquées par les étudiants pour plagier reviennent le manque de temps, le faible intérêt ou l'absence de motivation pour le travail demandé. Beaucoup d'enseignants-chercheurs ont tendance à traiter avec indulgence les cas qu'ils détectent, en les imputant à un manque de formation ou à l'ignorance des règles en vigueur, voire à un « oubli » lorsque l'extrait concerné est limité. Au-delà, l'anecdote relatée en introduction montre que les pratiques des enseignants ont, dans une certaine mesure, valeur d'exemple pour les étudiants : ces derniers ne comprennent pas toujours la valeur ajoutée dans un cours par l'enseignant. En outre, les mises en garde ou menaces mêmes répétées des enseignants n'auraient qu'un effet superficiel sur les étudiants : si le plagiat est réellement considéré comme une question importante, pourquoi les enseignants ne forment-ils pas davantage les étudiants à l'éviter (Power, 2009) ? Le phénomène du plagiat étudiant permet donc d'interroger aussi les pratiques pédagogiques qui, dans les universités ou les écoles, sont loin d'être uniformes d'un(e) enseignant(e) à l'autre. En effet, certains attendent que les étudiants, lors des évaluations, restituent fidèlement le contenu du cours quand d'autres insistent sur la démarche personnelle d'appropriation des savoirs ; dans ce dernier cas cependant, les étudiants sont encore peu souvent évalués sur la démarche qu'ils ont mise en œuvre ou sur une réflexion personnelle. Il est vrai que la massification de l'enseignement supérieur n'a pas été accompagnée des moyens nécessaires à un travail de précision qui s'intéresse à chaque étudiant(e), notamment dans les filières accueillant des centaines d'étudiants pour un encadrement universitaire en sous-effectifs. Le recours aux évaluations par questionnaires à choix multiples (QCM) dans certaines filières, principalement dans les premières années de licence, ne permettent pas aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires et conformes aux exigences de l'écrit à l'université.

De leur côté, les enseignants relèvent fréquemment l'absence de formation à la maîtrise de l'information : si la plupart des établissements scolaires et des universités ont mis en place des formations à la recherche de l'information, elles sont encore trop souvent déconnectées des cours liés à la discipline. Faute de temps, ce sont surtout les phases en amont et pendant la recherche d'information qui sont le plus souvent abordées, l'appropriation de l'information et l'usage des règles de citation restent encore survolés, voire négligés. D'ailleurs, depuis un certain temps, des chercheurs questionnent la manière dont les étudiants sont formés aux écritures universitaires (Delcambre, Lahanier-Reuter, 2012 ; Privat, 2007). La nature des travaux demandés permet-elle aux étudiants de se sentir réellement auteurs ? Trop souvent, les travaux rendus ne sont lus que par une seule voire deux personnes : l'enseignant qui a prescrit le travail. Quant aux retours que les enseignants font sur ces écrits, ils sont souvent réduits à une note chiffrée, voire à quelques remarques succinctes dans la marge des copies d'examen et, au mieux, à des commentaires oraux au moment de la soutenance des travaux. Dans les universités, la formation des étudiants à la littéracie informationnelle et aux pratiques d'écriture universitaire est, semble-t-il, encore trop envisagée comme une formation transversale déconnectée des savoirs disciplinaires, alors que le degré et la nature des exigences varient d'une discipline à l'autre.

## Le plagiat scientifique

Les pratiques plagiaires ne sont pas réservées aux étudiants paresseux, désarmés ou fraudeurs : certains chercheurs confirmés se livrent également à de telles pratiques. Les médias se font régulièrement l'écho de cas de plagiat. Depuis 1987, par exemple, le journal *Le Monde* a consacré 715 articles à la thématique du plagiat, dont moins de 110 concernent le plagiat universitaire<sup>9</sup>. Les articles relatant des cas de plagiat scientifique sont encore plus rares dans la presse quotidienne généraliste. Depuis peu, les blogs ou les sites créés par des universitaires qui évoquent le phénomène du plagiat viennent alimenter quelques articles de presse<sup>10</sup>. Ces blogs, qui émanent de la communauté scientifique elle-même, ne sont pas totalement représentatifs des débats en son sein. Le site *Responsable*<sup>11</sup>, créé par Michelle Bergadaà de l'université de Genève, est conçu pour réunir une base de cas documentés. Plutôt que de se contenter d'attaquer nommément des personnes en exposant à titre de preuve document source et document plagié, le site apporte sur chaque cas une analyse qui cherche à approfondir les éléments du contexte. Quantifier le phénomène est une première mesure à prendre, encore faut-il l'étudier en profondeur. À partir des cas très divers, Michelle Bergadaà (2014)

<sup>9</sup> Recherche via la base Europresse faite en septembre 2014 sur la requête « plagiat & (université | scientifique) » et limitée au journal *Le Monde*.

<sup>10</sup> Par exemple, voir le dossier « Pourquoi le plagiat gangrène-t-il l'université », *Le Monde* (11/11/10, pp. 14-15) ou Isabelle Rey-Lefebvre, « Le plagiat prospère dans les amphithéâtres », *Le Monde de l'éducation* (03/05/12).

<sup>11</sup> Accès : <http://responsable.unige.ch/>. Consulté le 20/11/14.

dresse une première typologie de profils de scientifiques plagiaires : le manipulateur bien intégré dans le système, sans véritable sens moral, qui crie au complot lorsque des dénonciations le visent, le bricoleur qui structure ses connaissances par lui-même mais n'est pas dépourvu de valeurs morales, le tricheur qui reproduit des comportements en vigueur dans son environnement, et le fraudeur individualiste plutôt discret qui n'hésite pas à changer de lieu d'exercice lorsqu'il est démasqué. Cette typologie un peu sommaire valorise les caractéristiques individuelles des plagiaires au détriment de facteurs organisationnels (Douyère, 2012) ou d'analyses s'appuyant sur la sociologie de la déviance.

Le plagiat scientifique ne porte pas seulement sur les publications de pairs dans des revues ou des actes de colloques, voire des ouvrages scientifiques. Les enseignants-chercheurs participent à des comités de lecture ou comités scientifiques de revues ou de colloques qui les conduisent à lire en avant-première des travaux soumis dont tous ne seront pas publiés. Il existe des cas où le relecteur peut être tenté de publier des éléments tirés des travaux lus avant que la publication de l'original ne soit acceptée. Nous pourrions évoquer les cas de cryptomnésie<sup>12</sup> (Park, 2003) ou encore la difficulté qu'éprouvent certains à faire référence à des travaux publiés dans des sources non reconnues dans le champ.

Charles Nodier (1828), bibliothécaire érudit, interrogeant l'appréciation du plagiat à son époque, mentionnait que plagier un auteur, « particulièrement moderne et national », aggravait le délit. Non sans malice, il notait que, à son époque, il valait mieux « piller les anciens que les modernes, et qu'entre ceux-ci il faut épargner ses compatriotes, préférablement aux étrangers. Il qualifiait de plagiat « innocent » le fait qu'un auteur célèbre reprenne l'écrit d'un auteur obscur, contribuant ainsi à mettre en visibilité des arguments qui n'avaient pas été suffisamment remarqués. Pour un chercheur ou un enseignant-chercheur, le fait d'exploiter le travail d'un étudiant (de master ou doctorat) dans ses propres publications sans le nommer relève pourtant bien du plagiat. Il y a peu, la justice française s'est prononcée pour l'annulation d'une thèse<sup>13</sup> pour contrefaçon, décision largement publicisée par la presse du fait de sa rareté. Dans ce cas, ce qui a été jugé le plus choquant était que la thèse portait sur des considérations en matière d'éthique médicale. Le fait que le plagié soit un étudiant d'origine étrangère n'est pas toujours mentionné par la presse<sup>14</sup>. Pourtant, cela renvoie à un aspect intéressant du plagiat et des pratiques de citation : la citation a du mal à passer les frontières des territoires pratiquant d'autres langues, ou les frontières nationales. De nombreuses études bibliométriques ont montré que les travaux anglophones citent peu souvent des sources francophones ou dans d'autres langues, d'abord parce que les auteurs anglo-saxons les lisent rarement.

<sup>12</sup> En psychologie, la cryptomnésie désigne la mémorisation inconsciente de connaissances.

<sup>13</sup> La thèse en odontologie reprenait sans le citer des extraits importants du mémoire de master d'un étudiant jordanien (Rey-Lefebvre, 2013).

<sup>14</sup> On sait que l'expression « d'origine étrangère » et son pouvoir de stigmatisation n'a pas bonne presse chez certains journalistes, souvent à raison.



Certaines conférences nationales privilégient la citation des auteurs régionaux, quand bien même leurs écrits sont inspirés de travaux antérieurs publiés par des auteurs d'autres pays. La préférence nationale et langagière semble bien partagée dans le monde des publications scientifiques, au point de presque contredire l'adage selon lequel nul n'est prophète en son pays.

Continuons à mettre l'ouvrage de Charles Nodier en regard d'études portant sur les citations dans les publications scientifiques. Lorsqu'il évoque le cas du mérite des scientifiques, c'est, écrit-il, qu'il tient « dans certaines découvertes, ou dans l'ordre [...] donné aux découvertes des autres, ou dans la manière dont il [l'auteur] les a exprimées » (Nodier, 1828 : 2). L'analyse qualitative des citations dans les publications scientifiques a permis de mettre en évidence différentes logiques qui président à la citation. La « logique de monstration des ressources » (Olivesi, 2007) n'en est qu'une parmi d'autres dans les jeux de pouvoirs à l'œuvre dans la communauté universitaire. La citation en forme d'hommage ou de « révérence » n'est pas absente des pratiques : certains évitent soigneusement de citer tel autre qui ne fait pas partie de leur cercle ou qu'ils ne souhaitent pas mettre en visibilité. Michel Foucault (1969), dans la conférence qu'il a prononcée devant la Société française de philosophie en posant la question « Qu'est-ce qu'un auteur ? », commençait en rappelant qu'il ne suffit pas de citer des auteurs, encore convient-il d'explicitier pourquoi on les cite. Dans le domaine scientifique, arguait-il, « l'indication de l'auteur, et de la date de son travail, [...] n'est pas simplement une manière d'indiquer la source, mais de donner un certain indice de "fiabilité" en rapport avec les techniques et les objets d'expérience utilisés à cette époque-là et dans tel laboratoire ». L'usurpation de travaux scientifiques *via* le plagiat met en cause de manière profonde ces « indices de fiabilité » en permettant aux usurpateurs de discourir sur des sujets qu'ils n'ont pas réellement approfondis et sur lesquels ils ne contribuent pas à faire évoluer les connaissances.

Récemment est apparue la notion d'auto-plagiat, qui qualifie la situation dans laquelle un auteur reproduit à l'identique l'intégralité ou des parties de ses anciennes publications sans les citer entre guillemets, ni en mentionner la source<sup>15</sup>. Dans ce cas, la pratique est jugée fautive pour deux raisons : les droits de reproduction ont parfois été cédés à l'éditeur ; mais surtout, cela permet à l'auteur de multiplier le nombre de ses publications d'une manière jugée artificielle. En effet, il n'est pas rare que certains scientifiques soumettent leurs publications à plusieurs éditeurs ou revues en parallèle, dans l'incertitude d'une acceptation et pour accélérer les délais de parution. Dans pareil cas, les auteurs devraient signaler aux éditeurs le fait que le texte a été accepté ailleurs pour éviter les doubles voire triples publications, mais certains « oublient » de le faire. La republication d'un article dans un autre contexte éditorial reste possible, sous réserves que les co-auteurs et l'éditeur de la version originale aient donné leur accord et que le nouvel éditeur en soit prévenu.

<sup>15</sup> Dans les pratiques étudiantes, l'auto-plagiat est souvent défini comme le fait de soumettre un même travail pour l'évaluation de deux unités de cours différentes, sans en avertir les correcteurs.

La publication d'une traduction dans une autre langue d'un travail original est parfois assimilée à de l'auto-plagiat, une acception limite, selon moi, du concept : même si elle reprend les idées d'un texte original, la traduction exige de trouver les mots justes pour les exprimer. Laisser ce travail à un traducteur professionnel réserve parfois des surprises désagréables quant au résultat, notamment pour les travaux en arts, lettres, sciences humaines et sociales où des nuances subtiles risquent d'être évacuées, voire des passages traduits dans de parfaits contre-sens. Lorsque le chercheur prend en charge ou est associé au travail de traduction, cela peut le conduire à approfondir tel ou tel point, par exemple du fait de termes n'ayant pas d'équivalent direct dans la langue cible ou des usages en vigueur dans différents pays. Cela peut contribuer à donner un « nouveau tour » à ses idées (Nodier, 1828 : 36-37). Néanmoins, les traductions ne dispensent pas de faire référence au texte d'origine, fût-il le sien.

Cette remarque invite simplement à être plus prudent dans les qualifications d'auto-plagiat. Quand les politiques incitent les chercheurs à développer leurs publications dans des langues étrangères, peut-être ne faudrait-il pas que cela se fasse au détriment des lecteurs de leur propre langue, le facteur d'impact des revues anglo-saxonnes fût-il plus élevé que celui des revues françaises.

## Traiter le plagiat : réponse algorithmique ou institutionnelle ?

Dans les cas de plagiat délibéré, les avantages matériels ou symboliques que les plagiaires espèrent tirer de leurs pratiques sont de nature assez semblable, même s'ils relèvent d'échelles différentes selon que l'on parle des étudiants ou des chercheurs. Pour les étudiants, c'est un diplôme au moins en partie usurpé. Pour les chercheurs, c'est un moyen d'améliorer leur *curriculum vitae* pour solliciter un avancement de carrière ou l'obtention de subventions pour leurs recherches. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut traiter le problème, mais les avis divergent sur les moyens pour y parvenir.

## Art de la référence, technique de la citation

La citation est un art et une technique. Il s'agit bien d'un art qui requiert une certaine virtuosité. Charles Nodier (1828) rappelait déjà que la citation permet à un auteur de s'appuyer sur l'autorité d'un autre pour avancer son propre discours, mais aussi que l'exception au devoir de citation existe : lorsqu'une pensée est très connue, il est admis de ne pas citer explicitement son auteur puisqu'il s'agit, par allusion, de faire « habilement » appel à la mémoire du lecteur. La citation est aussi une technique parfois difficile à maîtriser pour les étudiants : comment respecter des normes qui peuvent sembler complexes lorsqu'on n'en comprend pas forcément le sens ? Comment intégrer cette pratique lorsque l'on n'a pas été

suffisamment sensibilisé, durant ses études scolaires, à l'explicitation du rôle des citations et exposé à ces dernières ? De nos jours, les étudiants ont de la chance : il existe des logiciels de gestion des références bibliographiques qui facilitent la récupération des références et leur gestion, et les éditeurs de publications scientifiques font de plus en plus souvent l'effort d'ajouter aux articles de revue un exemple de référence bibliographique pour le citer. Par conséquent, les difficultés « techniques » sont désormais plus facilement surmontées y compris pour mentionner les publications sur le web.

Pour que la pratique de la citation soit acceptable dans le monde universitaire, elle doit rester limitée dans son volume si c'est un travail d'auteur qui est demandé et citer ses sources ne suffit pas. Comme le notait Karl Popper (1963),

« l'erreur fondamentale que commet la doctrine des sources épistémologiques ultimes, c'est de ne pas distinguer assez clairement les problèmes d'origine des problèmes de validité. Il se peut que, dans le cas de l'historiographie, les deux types de questions se rejoignent quelquefois. Trouver l'origine de certaines sources est parfois le seul ou le principal moyen que l'on ait de tester la validité d'une assertion historique. Mais, généralement, les deux problèmes ne se recouvrent pas, et nous n'éprouvons pas la validité d'une assertion ou d'une information en en déterminant les sources ou l'origine ; nous testons celles-ci selon une méthode plus directe, l'examen critique du contenu de l'assertion – ou des faits qui en sont l'objet. Par conséquent, les questions que pose l'empiriste, "Comment le savez-vous ? Quelle est la source de votre affirmation ?", sont mal posées. Ce n'est pas qu'elles soient formulées de manière incorrecte ou trop peu rigoureuse, c'est leur principe même qui est à récuser : elles appellent en effet une réponse de nature autoritariste ».

À notre époque qui confond souvent autorité et visibilité, ou encore autorité et notoriété, il ne s'agit pas d'instituer une tyrannie de la citation. Les études universitaires ont pour rôle principal de former des esprits libres et la réflexion ne peut se passer des contributions apportées par d'autres. C'est le rôle que devraient permettre l'affiliation universitaire des étudiants et l'affiliation scientifique des chercheurs : entrer dans la discussion des idées pour contribuer à la connaissance.

## Traiter le plagiat

Si le plagiat universitaire paraît plus choquant encore que d'autres (écrits journalistiques, politiques, littéraires), c'est du fait de la responsabilité des institutions d'enseignement supérieur dans la production et la diffusion des connaissances. Quelles réponses institutionnelles sont apportées ?

Revenons à la question du député évoquée dans notre introduction : la dotation généralisée en logiciels anti-plagiat. Ces logiciels<sup>16</sup> aident à détecter les cas de plagiat en interrogeant les sources en ligne à partir d'expressions tirées d'un texte source à vérifier. S'ils arrivent à détecter des cas où quelques mots ont été

<sup>16</sup> Sur ces logiciels, voir aussi J.-N. Darde (2012), un texte qui, étrangement, présente la particularité de ne recourir à aucune référence bibliographique.

modifiés, ils restent néanmoins impuissants dans le cas des schémas ou d'images (modèles, graphiques, textes numérisés en mode image). Quant aux sources retrouvées par ces logiciels, elles sont souvent approximatives. Si le document plagié n'est pas numérisé, les logiciels restent bien sûr totalement muets. À titre d'exemple, la soumission de mon texte à un logiciel anti-plagiat largement utilisé en France retourne un résultat de 4 % qui porte essentiellement sur les références bibliographiques. Les citations de Charles Nodier renvoient à un site que je ne connaissais pas et non à l'ouvrage numérisé par la Bibliothèque nationale de France que j'ai consulté sur *Gallica*. Enfin, la citation de Karl Popper pourtant particulièrement longue a échappé au logiciel. Ces logiciels produisent des statistiques qui sont une première indication, mais les résultats doivent être vérifiés : ils ne détectent que des similarités entre des textes (pas forcément les originaux) et non le plagiat.

Le processus de relecture – des travaux d'étudiants par l'enseignant, des propositions d'articles de revue par les pairs – serait-il aussi peu efficace qu'il faudrait recourir à des logiciels spécialisés ? Il est vrai que le volume atteint par les publications scientifiques s'est considérablement accru, alors même que le « temps de cerveau disponible » laissé aux enseignants-chercheurs par les tâches administratives qui leur incombent désormais se réduit de manière parfois dramatique. Cela contribue à augmenter le risque de laisser passer des textes plagiés. Par ailleurs, si les plagiat grossiers sont en général détectés, tous les enseignants-chercheurs ne sont pas forcément experts en recherche d'information pour pousser les vérifications. L'utilisation de logiciels anti-plagiat pourrait donc venir à leur secours.

Certains réfléchissent au fait de permettre aux étudiants de se servir de ces logiciels pour améliorer leurs écrits. Claire Penketh et Chris Beaumont (2014) ont analysé l'impact de l'introduction d'un logiciel anti-plagiat sur les pratiques des étudiants. Dans le cas relaté, les étudiants avaient accès au logiciel et aux résultats produits pour améliorer leurs productions. Les entretiens de groupe conduits avec ces étudiants mettent en évidence que ces logiciels ne sont pas, comme le présentent certaines des sociétés qui en commercialisent l'abonnement, des outils d'aide à l'écriture universitaire. Les résultats produits par ces logiciels, signifiés en pourcentage, ne sont qu'indicatifs et nécessitent une formation pour être correctement interprétés. En outre, le recours systématique à ces logiciels dans les universités instaure un certain régime d'asservissement, de suspicion et de surveillance généralisée envers les étudiants, régime mal vécu par ceux qui sont de bonne foi (*ibid* : 100). Un tel régime n'est pas forcément propice à un dialogue constructif avec les enseignants, ni à l'établissement d'une relation de confiance bienveillante pour motiver et soutenir les apprentissages.

En juillet 2014, via son comité d'éthique, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a produit un guide (COMETS, 2014) qui précise que les logiciels anti-plagiat auraient essentiellement un caractère dissuasif. Le recours aux logiciels anti-plagiat peut contribuer aux mesures de sensibilisation, mais faut-il les ériger en arme de dissuasion ? L'affichage par les universités de cet équipement peut

participer d'une stratégie de communication comme élément de preuve qu'elles gèrent le problème (Guibert, Michaut, 2011) en déployant des moyens : le coût des abonnements à ce type de logiciels est loin d'être négligeable à l'heure où les universités peinent à équilibrer leurs budgets. Mais ce type de mesure ne peut tenir lieu de politique, tout au plus peut-il en être un élément. D'ailleurs, si les concepteurs de logiciels affichent des enquêtes statistiques pour vanter leurs produits, où ils affirment que le nombre de plagiat diminue de manière sensible dans les établissements qui en sont dotés, on peut regretter qu'il y ait aussi peu d'études indépendantes sur l'efficacité de ces dispositifs. Par exemple, il est possible que les pratiques de plagiat se déplacent vers des ressources qui ne sont pas accessibles aux logiciels, y compris des sources autorisées comme celles mises en ligne par les bibliothèques.

Le plagiat est un problème posé aux institutions de la recherche et ces dernières ont le devoir de s'en emparer d'abord pour préserver la confiance qu'elles inspirent, si ce n'est éviter des règlements de compte délétores entre leurs membres. Il s'agit de mettre en place des réponses collectives plutôt que de laisser les personnes « bricoler » dans leur coin. Le guide produit par le CNRS (COMETS, 2014) rappelle certaines obligations pour la préparation des publications. En voici un extrait : « Le choix des citations doit être pertinent et rendre scrupuleusement compte des travaux déjà publiés par les auteurs et par d'autres équipes, la tentation d'autocitation doit être réfrénée, les auteurs doivent s'efforcer de citer les travaux à l'origine des questions et thèses considérées, la publication des mêmes travaux dans plusieurs journaux n'est pas permise ». Le texte rappelle également la déontologie en vigueur pour la signature de publications et l'existence des remerciements. Il est cependant muet sur les modalités d'action face à un soupçon ou une détection de plagiat. Dans les universités françaises, il manque des instances autres que strictement judiciaires pour se donner les moyens d'instruire les cas avec équité. Rompre le silence contribue à lever les tabous, mais le lynchage de personnes suspectées ou des lanceurs d'alerte n'est pas un comportement plus éthique que le plagiat. À l'instar des instances nationales de recherche, pourquoi les universités françaises tardent-elles tant à se doter de comités d'éthique qui soient des lieux de réflexion approfondie sur la question ? C'est un moyen pour sortir les enseignants-chercheurs de l'isolement dans lequel ils se trouvent souvent face à ces pratiques ou aux tentations, et de construire un traitement approprié de l'amont à l'aval. Encore faut-il que ces comités aient les moyens d'exister dans la durée pour développer les expériences, les analyser et pouvoir agir en profondeur.

## Conclusion

Le développement de l'internet et des publications en accès libre sur le web a souvent été mis en cause par ceux qui dénoncent l'ampleur qu'aurait pris le plagiat universitaire. Pourtant, le phénomène est constaté au moins depuis les années 60,

alors que les dispositifs de publication relevaient principalement de l'imprimé. Certes, l'informatisation de l'accès aux publications facilite le copier-coller. D'ailleurs, la manipulation est désormais souvent apprise avant que la lecture ne soit totalement maîtrisée et des habitudes peuvent être prises sur lesquelles il sera plus difficile de revenir. Néanmoins, les formations se développent et méritent encore de l'être.

Le soutien des publications scientifiques en libre accès est une des pistes pour aider à lutter contre les pratiques de plagiat car le dispositif permet de garder une trace datée des soumissions, y compris si la publication est refusée. Les logiciels anti-plagiat ne sont capables de détecter que les sources en libre accès (ou celles qui ont été déposées en amont dans leurs bases de données pour servir de référence). Le dépôt des mémoires d'étudiants sur des archives ouvertes peut aussi éviter certaines tentations. Il contribue à valoriser les travaux des étudiants et à faire en sorte qu'ils se sentent un peu plus « auteurs ». Cette pratique est également susceptible d'inciter les enseignants à être plus vigilants sur le plagiat étudiant, dans la mesure où le nom du directeur de mémoire figure sur le document.

Ceci étant, les universités ont besoin de moyens pour assurer leurs missions et une lutte efficace contre le plagiat universitaire, et pas seulement pour financer des abonnements aux logiciels anti-plagiat. Le recours à ces logiciels participe d'une forme de détection industrielle qui fait écho à une « massification » de l'enseignement supérieur mal maîtrisée. Encore s'agit-il de réfléchir à la place que l'on accorde à ces technologies dans un dispositif institutionnel. Tout comme certains étudiants sont en difficulté dans leur affiliation universitaire, le *leitmotiv* de l'« excellence » dans la recherche scientifique, le recours à l'évaluation essentiellement par les publications et l'affaiblissement des effectifs d'enseignants-chercheurs participent, dans ce contexte, à mettre en difficulté certains chercheurs. La généralisation des logiciels anti-plagiat n'est pas la solution qui permettra aux universités de garantir la valeur des diplômes qu'elles délivrent, l'équité dans le traitement des étudiants et la valeur des connaissances produites en leur sein. La sensibilisation est nécessaire, mais l'adoption d'un logiciel, si elle peut soutenir une stratégie de communication ou d'affichage, ne suffit pas à traiter le phénomène. Des progrès sont nécessaires dans la mise en œuvre des formations à la littéracie informationnelle, qui comprend celle aux logiciels qui peuvent outiller les pratiques (accès à la littérature scientifique, gestion des références bibliographiques, annotations), mais ne s'arrêtent pas là. Pour être efficaces, de telles formations méritent d'être intégrées aux cursus disciplinaires – apprendre à questionner les discours scientifiques –, sans se contenter d'une sous-traitance à des vacataires ou à des professionnels des bibliothèques (même si ces derniers sont qualifiés pour y prendre part). Il en va du développement d'une vision continue de la maîtrise de l'information et de son appropriation. À défaut de consensus, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche peuvent au moins viser une cohérence dans les discours tenus par les uns et les autres pour développer une culture partagée dans une vigilance bienveillante qui donne le goût de la connaissance plutôt que d'accoutumer à un monde de suspicion. Le doute est bénéfique

lorsqu'il est incertitude qui aide à la remise en cause, il devient poison lorsqu'il instaure la défiance. Si certaines pratiques de plagiat se développent dans des environnements toxiques (Bergadaà, 2014), veillons à ce que les remèdes apportés ne se contentent pas de transformer la nature de leur toxicité.

## Références

- Bergadaà M., 2014, « Détection et prévention du plagiat dans les publications scientifiques », conférence présentée au symposium *Le plagiat : de la négligence à la fraude*, Lausanne, Polyclinique médicale universitaire. Accès : <https://hopitotheque.chuv.ch/F4V/player.php?LH=600x358&id=PMU/PMU14003>. Consulté le 20/11/14.
- COMETS, 2014, *Promouvoir une recherche éthique et responsable. Un guide*. Accès : [http://www.cnrs.fr/comets/IMG/pdf/guide\\_promouvoir\\_une\\_recherche\\_integre\\_et\\_responsable\\_8septembre2014-2.pdf](http://www.cnrs.fr/comets/IMG/pdf/guide_promouvoir_une_recherche_integre_et_responsable_8septembre2014-2.pdf). Consulté le 20/11/14.
- Darde J.-N., 2012, « Les logiciels anti-plagiat : détection ? formation ? prévention ? dissuasion ? », pp. 129-139, in : Guglielmi G. J., Koubi G., dirs, *Le plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence/Lextenso Éd.
- Delcambre I., Lahanier-Reuter D., 2012, « Littéracies universitaires : présentation », *Pratiques*, 153-154, pp. 3-19.
- Douyère D., 2012, « Le plagiat à l'université, un "aveuglement organisationnel" ? », pp. 105-115, in : Guglielmi G. J., Koubi G., dirs, *Le plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence/Lextenso Éd.
- Foucault M., 1969, « Qu'est-ce qu'un auteur ? », pp. 817-849, in : Foucault M., *Dits et écrits (1954-1988)*, vol. I, Paris, Gallimard.
- Guglielmi G. J., Koubi G., 2012, *Le plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence/Lextenso Éd.
- Guibert P., Michaut C., 2011, « Le plagiat étudiant », *Éducation et Sociétés*, 28, pp. 149-163.
- Nodier C., 1828, *Questions de littérature légale. Du plagiat, de la supposition d'auteurs, des supercheries qui ont rapport aux livres, par Charles Nodier*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Impr. de Crapelet. Accès : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62558894>. Consulté le 20/11/14.
- Olivesi S., 2007, *Référence, déférence. Une sociologie de la citation*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Park C., 2003, « In Other (People's) Words : Plagiarism by University Students—Literature and Lessons », *Assessment & Evaluation in Higher Education*, 28, vol. 5, pp. 471-488. DOI : 10.1080/02602930301677.
- Penketh C., Beaumont C., 2014, « "Turnitin said it wasn't Happy" : Can the Regulatory Discourse of Plagiarism Detection Operate as a Change Artefact for Writing Development ? », *Innovations in Education and Teaching International*, 51, vol. 1, pp. 95-104. DOI : 10.1080/14703297.2013.796721.
- Popper K., 1963, *Des sources de la connaissance et de l'ignorance*, trad. de l'anglais par M.-I. et M. B. de Launay, Paris, Éd. Payot & Rivages, 1998.

- Power L. G., 2009, « University Students' Perceptions of Plagiarism », *The Journal of Higher Education*, 6, vol. 80, pp. 643-662.
- Privat J.-M., 2007, « Présentation », pp. 9-15, in : Goody J., 2000, *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, trad. de l'anglais par C. Maniez, éd. par J.-M. Privat, Paris, Éd. La Dispute, 2007.
- Renaut L., 2011, « Le tatouage des hommes libres aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles de notre ère », *Histoire et sociétés*, 16, pp. 11-27.
- Rey-Lefebvre I., 2013, « Condamnée pour avoir plagié le mémoire de son étudiant », *Le Monde*, 21 déc. Accès : [http://www.lemonde.fr/enseignement-superieur/article/2013/12/21/condamnee-pour-avoir-plagie-le-memoire-de-son-etudiant\\_4338619\\_1473692.html](http://www.lemonde.fr/enseignement-superieur/article/2013/12/21/condamnee-pour-avoir-plagie-le-memoire-de-son-etudiant_4338619_1473692.html). Consulté le 3/10/2014.
- Simonnot B., 2012, *L'accès à l'information en ligne. Moteurs, dispositifs et médiations*, Cachan, Lavoisier.
- Vandendorpe C., dir., 1992, *Le plagiat. Colloque international*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa.